

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-Etats-Unis-refusent-toute-discussion-sur-l-apres-Kyoto>

Les États-Unis refusent toute discussion sur « l'après-Kyoto

»

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mardi 7 décembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les États-Unis ont rejeté indirectement lundi à Buenos-Aires toute idée de renforcer la lutte contre le changement climatique après 2012 par des réductions légalement contraignantes des émissions de gaz à effet de serre.

Par Odile Meuvret

Agence France-Presse. Buenos Aires, le lundi 6 décembre 2004

Les Européens estiment que le protocole de Kyoto, qui prévoit une réduction moyenne d'émissions polluantes des pays industriels de quelque 5% à l'horizon 2012 par rapport au niveau de 1990, doit être reconduit et durci après cette date, compte-tenu de l'accélération du changement climatique. Ils veulent associer les États-Unis, premier pollueur planétaire, à ces nouveaux engagements internationaux ainsi que les principaux pays en développement.

Intervenant à la reprise des négociations de l'ONU sur le dossier, le chef de la délégation américaine, Harlan Watson, a rappelé que le président George W. Bush avait proposé en juin 2001 « aux amis, alliés et à l'ensemble de la communauté internationale de bâtir une riposte, efficace et fondée sur la connaissance scientifique, en vue de résoudre le problème du changement climatique ».

Trois mois plus tôt, M. Bush avait refusé de ratifier le protocole de Kyoto. Il avait jugé que l'accord briderait la croissance économique américaine et mondiale et serait inefficace, parce qu'il exonère les pays en développement de tout engagement chiffré.

M. Watson a repris ces arguments lundi, soulignant que « la lutte contre le changement climatique ne pourra être efficace que si elle contribue aussi au développement de la prospérité (économique) et au bien-être des pays du monde entier ».

Les pays du Sud estiment que tout engagement de maîtrise de leurs rejets de gaz réchauffant l'atmosphère constituerait une entrave à leur développement, ces émissions polluantes allant de pair avec la croissance économique.

Dans un appel du pied à ces pays, M. Watson a souligné que la politique climatique américaine visait fondamentalement à « réduire l'intensité carbone » de l'économie mondiale, c'est-à-dire le rapport entre les émissions de gaz à effet de serre par unité de production.

Diminuer ce ratio ne réduit pas les émissions de gaz à effet de serre mais ralentit seulement la croissance de ces rejets polluants.

L'« après-Kyoto » sera le grand sujet de la conférence de Buenos-Aires qui dure deux semaines et réunira les ministres de l'Environnement de la planète les trois derniers jours.

A la veille de la réunion de Buenos-Aires qui réunit 170 pays, M. Watson avait été beaucoup plus explicite devant la presse européenne.

« Il est trop tôt pour parler de l'après-2012 », avait-il déclaré. Et de marteler une nouvelle fois que la solution pour

Les États-Unis refusent toute discussion sur « l'après-Kyoto »

régler l'effet de serre à long terme consiste à « améliorer les technologies » fossiles, c'est-à-dire à rendre moins polluant l'usage du pétrole, du charbon et du gaz.

« Continuer d'escompter que les pays en développement prennent des engagements rigides (de réduction des gaz à effet de serre) est complètement irréaliste », avait-il poursuivi. « Il est bien préférable d'engager ces pays à prendre des mesures à court terme, compatibles avec leur développement, en utilisant ces nouvelles technologies » énergétiques propres, « plutôt que de mener des discussions sans fin » sur de futurs engagements « qui ne mèneront nulle part ».